



L'ÉVÉNEMENT

Les enseignants désarmés face à la pression islamiste

Alors qu'ils sont en première ligne pour expliquer et défendre la laïcité, les professeurs cèdent de plus en plus à l'autocensure. Par peur ou par négligence.

CAROLINE BEYER

🐦 @BeyerCaroline

ET MARIE-ESTELLE PECH

🐦 @MariestellPech

VOILÀ trois mois que Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie, a été décapité aux alentours de son collège pour avoir fait étudier à ses élèves des caricatures du Prophète publiées dans le journal *Charlie Hebdo*. Un assassinat qui a mis en lumière l'autocensure des enseignants sur les questions laïques et religieuses. Par peur, par désintérêt, par crainte de stigmatiser. Une autocensure qui progresse, selon l'enquête réalisée par l'Ifop du 10 au 17 décembre pour la Fondation Jean-Jaurès, et publiée le 6 janvier. Pas moins de 49 % des enseignants du secondaire affirment s'être déjà autocensurés dans leur enseignement des questions religieuses, pour ne pas provoquer de possibles incidents dans leur classe, soit 13 points supplémentaires depuis 2018.

Un chiffre qui atteint 70 % dans les banlieues populaires. « *Le religieux s'est immiscé dans la vie professionnelle des enseignants* », estime Iannis Roder, professeur d'histoire-géographie et directeur de l'observatoire de l'éducation de la fondation. *Il faut espérer une prise de conscience quant à la progression de l'islam radical dans notre pays. Tout enseignant sera confronté à cette réalité.* »

Quatre professeurs sur cinq disent avoir été confrontés, au cours de leur carrière, à des revendications religieuses. Des revendications présentes aujourd'hui dans tous les espaces, à la cantine, avec les demandes de repas confessionnels mais aussi en cours. Au collège et au lycée, plus de la moitié des professeurs expliquent que des enseignements ont déjà été l'objet de contestations, en sport d'abord (pour 49 % des enseignants), mais aussi dans le cours d'enseignement moral et civique (29 %) et en sciences (29 %). « *Des enseignements qui peuvent heurter de front des visions absolutistes de la religion* », observe Iannis Roder. Face à ces difficultés, les professeurs oscillent entre « *sentiment de manque de soutien, autocensure et complaisance* ».

« *Peut-être qu'à l'avenir les incidents remonteront davantage* », glisse Iannis Roder. Dans le cadre de l'hommage à Samuel Paty, 793 faits, plus ou moins graves, ont été remontés au ministère de l'Éducation nationale. Essayiste et professeur d'histoire-géographie dans un collège d'éducation prioritaire toulousain, Fatiha Boudjahlat, au lendemain de l'hommage à Samuel Paty, a raconté sur Facebook que cinq élèves - parmi les 380 de son établissement - ayant refusé de faire la minute de silence appartenaient à la « classe d'accueil » (des élèves récemment arrivés en Fran-



ce et ne maîtrisant le français) et venaient du monde «arabo-musulman». «Intéressant de constater que les plus véhéments à l'égard de la laïcité sont ceux qui n'y connaissent rien», raconte aujourd'hui l'enseignante au franc-parler, très active sur les réseaux sociaux. Ses propos n'ont pas été du goût du syndicat Sud et de la CGT. Dans une lettre ouverte adressée fin décembre au recteur de l'académie de Toulouse et au président du conseil départemental, les syndicats se sont insurgés contre des mots «mettant en cause des enfants», relevant «d'une stigmatisation et d'une discrimination», et «divulguant des informations sensibles». «Ils veulent que je me taise. Je suis dans une position où j'ai davantage peur des "anftifas" que des islamistes», lâche l'enseignante, qui vient de demander la protection fonctionnelle. Une situation jugée «surréaliste», dimanche, par le ministre de l'Éducation, qui l'a assurée de son soutien. «La clé, ce n'est pas la laïcité et les leçons de morale laïque. C'est la mixité», affirme aujourd'hui Fatiha Boudjahlat. «Je vois des gamins nés en France qui parlent comme des "blédards". Ils sont complètement intoxiqués par la religion. Et face à cela, j'observe une grande lâcheté dans l'Éducation nationale. Chez les profs, il y a un noyau de gauchistes et une grande majorité d'indifférents. Le jour de l'hommage à Samuel Paty, beaucoup étaient occupés à faire des photocopies.»

«La laïcité, c'est toujours les professeurs de français et d'histoire-géo qui s'y collent. Les autres se réfugient derrière leurs matières», raconte une professeure de lettres d'un collège rural picard. Pour rendre hommage à Samuel Paty, elle a choisi de faire une séance autour du film *La Journée de la jupe*, «un huis clos où la professeure met ses élèves face à leurs contradictions et qui illustre la rencontre malheureuse entre la religion et le sexisme ordinaire». Après l'indignation qui a suivi l'assassinat de Samuel Paty, elle craint aujourd'hui une «avancée de

la peur et de la censure» chez ses collègues. «Et l'on ne peut pas les en blâmer», ajoute-t-elle. Si le ministre Blanquer donne, selon elle, une bonne impulsion sur le sujet, le soutien de la hiérarchie est loin d'être acquis. «Tous ces intermédiaires, toute cette bureaucratie. Et cela n'empêchera pas de se faire casser la figure, voire pire.» Professeur des écoles à Montpellier, Julia s'inquiète pour sa part de l'interventionnisme des parents: «Depuis deux, trois ans, des parents nous demandent de supprimer la lecture des Trois Petits Cochons, de façon parfois assez vindicative, parce que ce serait un livre indigne. Nous avons eu aussi cette année, un débat en conseil d'école sur le sapin de Noël que des parents jugent trop chrétien pour être exposé à l'entrée de l'école... Surréaliste.»

Philippe Vincent, responsable du Snpden-Unsa, principal syndicat de chefs d'établissements, s'étonne des résultats du sondage de la Fondation Jean-Jaurès. «Un certain nombre de disciplines comme les langues, les mathématiques et la physique sont censées être nettement moins concernées par des contestations religieuses que l'histoire. Cela ne peut a minima qu'interroger, voire inquiéter, observe-t-il. S'agit-il de craintes, de manques de connaissances? Cela concerne-t-il toutes les générations? La solidité didactique des professeurs peut être plus ou moins forte.» Quoi qu'il en soit, l'accent doit être mis sur «la formation des enseignants, la didactique, la laïcité», insiste-t-il. Les réponses données par Jean-Michel Blanquer après l'assassinat de Samuel Paty permettront, certes, «d'apporter une réponse immédiate aux cas d'attaques frontales d'élèves ou de parents mais elles ne peuvent résoudre, à elles seules, ce qui se passe en cours lorsqu'un élève conteste l'enseignement de la République car ce dernier vient froter leurs convictions religieuses. Cela demande un outillage quasi idéologique.»

Pour Sophie Vénétitay, profes-

seur responsable au Snes, syndicat d'enseignement du secondaire, la situation n'a guère évolué depuis trois mois: «Nous n'avons pas observé de dynamique particulière concernant l'accompagnement ou la formation des enseignants.» Qu'une proportion importante de ses collègues élude les questions sensibles ne l'étonne guère. Ceci dit, «on en parle peu mais de nombreux professeurs nous ont aussi assuré qu'ils ne renonceraient pas et continuent de parler de laïcité avec leurs élèves».

Il n'empêche. Les faits divers se poursuivent sans relâche. Au collège des Battières, à Lyon, en grève à la rentrée de janvier, des enseignants de cet établissement public relativement favorisé ont rapidement établi un lien «symbolique» entre l'affaire terroriste de Conflans-Sainte-Honorine et l'agression verbale subie par l'un des leurs en novembre. Une semaine après l'hommage rendu à Samuel Paty, un professeur d'histoire-géographie des Battières donnait un cours sur la liberté d'expression, conforme aux programmes scolaires, à une classe de cinquième. Il y expliquait, entre autres, qu'Emmanuel Macron n'était pas «islamophobe» et que ses propos avaient été déformés, contrairement à ce que lui demandait un élève. Deux garçons, des jumeaux fraîchement arrivés de l'étranger et parlant mal le français, ont compris l'inverse et raconté à leurs parents que le professeur associait terrorisme et islam, était islamophobe. Le père est venu voir l'enseignant, le prenant à partie verbalement, devant témoins, de façon très virulente. Le professeur, qui avait alors vainement tenté d'expliquer son cours de façon pédagogique, a aussitôt porté plainte pour diffamation. Depuis, il a été affecté, à sa demande, dans un autre établissement scolaire. Une décision mal acceptée par ses collègues qui ont dénoncé «l'insuffisance» du soutien hiérarchique. Même si l'administration, de son côté, affirme avoir «pleinement soutenu l'enseignant dans toutes ses démar-



ches» et avoir pris au sérieux ce «grave incident».

Le sondage réalisé pour la Fondation Jean-Jaurès montre aussi qu'un quart des enseignants pensent que Samuel Paty a eu tort de faire un cours sur la liberté d'expression à partir de caricatures de presse. Un taux qui atteint 34% dans l'enseignement privé (contre 24% dans le public). Les jeunes professeurs sont aussi plus critiques que leurs aînés. Dans le monde syndical, FO se démarque nettement : 20% donnent tort à Samuel Paty. Dans ces débats, certains enseignants et parents pointent aussi le rôle de la FCPE. La première fédération de parents d'élèves de l'enseignement public serait-elle en proie à des influences «communitaristes»? Son positionnement sur la laïcité fait débat. L'affiche mettant en scène une mère voilée, en 2019, avait, par exemple, fortement déplu dans plusieurs sections départementales... L'union locale de Paris 9 a demandé la convocation «d'un congrès national exceptionnel» afin qu'un «large débat autour des valeurs fondamentales de la FCPE puisse se tenir». ■

« Nous n'avons pas observé de dynamique particulière concernant l'accompagnement ou la formation des enseignants »

SOPHIE VÉNÉTITAY, DU SNES



SILVÈRE GERARD/AGENCE FRANCE PRESSE

Il ne doit y avoir aucune autocensure. Personne ne sera lâché quand il fait son travail. L'institution est forte et elle est là pour aider chacun. Ce qui a pu produire ce phénomène dans les décennies passées, c'est le fait que le professeur pouvait se sentir seul et pouvait sentir comme une sorte de raz-de-marée dans les territoires où l'islamisme radical a conquis les esprits. Cette période, nous la voulons révolue. Nous affichons des principes clairs et nous mettons chaque personnel de l'Éducation nationale en situation de force quand c'est nécessaire.

JEAN-MICHEL BLANQUER, DIMANCHE, AU « GRAND JURY LE FIGARO-RTL-LCI »

793

incidents

signalés au ministère de l'Éducation nationale après la minute de silence en hommage à Samuel Paty

42 %

des enseignants

se sont autocensurés dans leur enseignement sur les questions de religion

57 %

des jeunes musulmans

placent la loi islamique au-dessus de la République



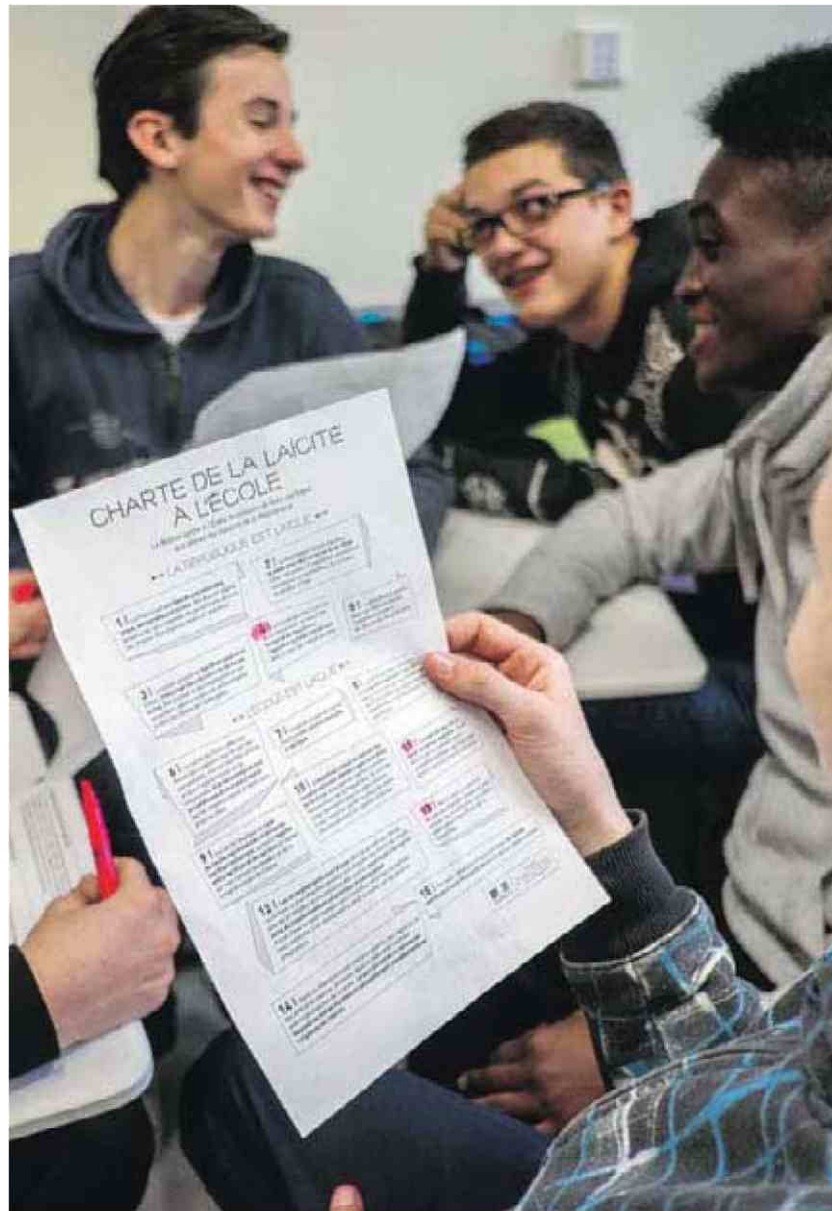
SEBASTIEN LEBAN POUR LE POINT

La clé, ce n'est pas la laïcité et les leçons de morale laïque. C'est la mixité

FATIHA BOUDJHALAT,
ESSAYISTE
ET PROFESSEUR
D'HISTOIRE-GÉOGRAPHIE

“ La laïcité, c'est toujours les professeurs de français et d'histoire-géo qui s'y collent ”

UNE PROFESSEUR DE LETTRES



**Enseignement moral
et civique dans une
classe de 4^e du collège
Jean-Philippe-Rameau à
Paris suite aux attentats
du 13 novembre 2015.**

BRUNO AMSELLEM /
DIVERGENCE